

Thierry MARIANI

*Vaucluse (4^{ème} circonscription)
Union pour un Mouvement Populaire*

Elu le 17 juin 2007

Adhère au groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire [J.O. du 27 juin 2007]

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [J.O. du 28 juin 2007]

Membre de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 4 juillet 2007]

Vice-président de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne [J.O. du 5 juillet 2007]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2008 (n°189) - Sécurité civile- [11 juillet 2007]

Rapporteur du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (n° 57) [18 juillet 2007]

Représentant de la délégation de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE [J.O. du 19 juillet 2007]

Membre de la commission nationale de contrôle des centres et locaux de rétention administrative et des zones d'attente [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire du conseil national de la sécurité civile [J.O. du 2 août 2007]

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 12 octobre 2007]

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [J.O. du 17 octobre 2007]

Rapporteur de la proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général (n° 571) [9 janvier 2008]

Rapporteur pour avis du projet de loi de finances pour 2009 (n°1127) - Sécurité civile- [4 juin 2008]

Rapporteur de la proposition de résolution sur la politique commune de l'immigration (E 3678, E 3679) (n° 922) [18 juin 2008]

DÉPÔTS

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 30 juin au 20 juillet 2007 (n°s E 3568, E 3571, E 3575, E 3577, E 3584, E 3588 et E 3589) et sur les textes n°s E 3380, E 3511, E 3555, E 3556, E 3558 et E 3594 [25 juillet 2007] (n° 105)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi, après déclaration d'urgence, relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (n° 57) [12 septembre 2007] (n° 160)

Proposition de loi n° 209 visant à prévenir le risque incendie dans les bâtiments d'habitation [27 septembre 2007]

Avis présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur le projet de loi de finances pour 2008 (n° 189) tome IX : Sécurité civile (n° 281) [11 octobre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile [16 octobre 2007] (n° 287)

Proposition de loi n° 392 permettant aux exploitants de restaurants, bars et discothèques de petite taille d'avoir la liberté de déclarer leur établissement fumeur ou non-fumeur [7 novembre 2007]

Proposition de résolution n° 405 sur l'Organisation commune de marché vitivinicole [13 novembre 2007]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur l'Organisation commune de marché vitivinicole (E 3587) [13 novembre 2007] (n° 404)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 20 septembre au 25 octobre 2007 (n°s E 3389 annexe 7, E 3620 à E 3622, E 3624 à E 3626, E 3648 à E 3650, E 3656, E 3658 et E 3659) et sur les textes n°s E 3245, E 3363, E 3390, E 3453, E 3455, E 3456, E 3501, E 3516, E 3544, E 3563, E 3564, E 3570, E 3586, E 3593, E 3597, E 3600, E 3602 à E 3604, E 3611, E 3613, E 3614, E 3617, E 3665, E 3669, E 3674 et E 3683 [21 novembre 2007] (n° 434)

Proposition de loi n° 454 visant à réformer l'aide médicale de l'État [5 décembre 2007]

Proposition de loi n° 475 visant à rendre obligatoire un contrôle technique pour les cyclomoteurs, motocyclettes et dérivés [5 décembre 2007]

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de loi de M. Jean-Luc Warsmann et plusieurs de ses collègues facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général (n° 571) [16 janvier 2008] (n° 608)

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 11 décembre 2007 au 4 février 2008 (n^{os} E 3728, E 3731, E 3732, E 3737, E 3739, E 3742, E 3743, E 3745, E 3746, E 3749, E 3751 à E 3753, E 3755, E 3758, E 3760 à E 3765, E 3769, E 3770 annexe 1 et E 3773) et sur les textes n^{os} E 3475, E 3476, E 3534, E 3572, E 3576, E 3590, E 3627, E 3628, E 3630, E 3631, E 3653, E 3654, E 3663, E 3667, E 3668, E 3672, E 3673, E 3714, E 3717, E 3718 et E 3723 à E 3726 [6 février 2008] (n^o 694)

Proposition de loi n^o 794 visant à simplifier pour l'employeur la procédure de vérification de l'existence d'une autorisation de travail dans le cadre d'un emploi à caractère saisonnier [9 avril 2008]

Proposition de loi n^o 840 visant à favoriser la liberté de la presse et l'information sur le vin et les boissons alcoolisées [24 avril 2008]

Proposition de loi n^o 841 portant réforme de la déclaration de patrimoine des maires et des adjoints au maire [24 avril 2008]

Proposition de résolution n^o 922 sur la politique commune de l'immigration (E 3678, E 3679) [3 juin 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur la politique commune de l'immigration (E 3678 et E 3679) [3 juin 2008] (n^o 921)

Rapport déposé au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République sur la proposition de résolution de M. Thierry Mariani rapporteur de la délégation pour l'Union européenne sur la politique commune de l'immigration (E 3678, E 3679) (n^o 922) [25 juin 2008] (n^o 994)

Proposition de résolution n^o 1063 visant à la création d'une commission d'enquête sur les rejets gazeux et / ou liquides dans l'atmosphère suite à l'incident sur le site du Tricastin [18 juillet 2008]

Rapport d'information déposé au nom de la Commission chargée des affaires européennes sur des textes soumis à l'Assemblée nationale en application de l'article 88-4 de la Constitution du 5 juillet au 19 septembre 2008 (n^{os} E 3905, E 3908, E 3910, E 3920, E 3922 à E 3926, E 3938 à E 3945, E 3950, E 3951, E 3953, E 3955, E 3957 à E 3962, E 3964, E 3965, E 3968, E 3972 à E 3976, E 3978, E 3980 et E 3981) et sur les textes n^{os} E 3661, E 3783, E 3787, E 3804, E 3849 et E 3851 [23 septembre 2008] (n^o 1124)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

Politique économique. Pouvoir d'achat. Protection, fonctionnaires et agents publics [19 décembre 2007] (p. 5430)

Etrangers. Immigration. Politiques communautaires [10 juin 2008] (p. 3184)

QUESTIONS ORALES SANS DÉBAT

n^o 68, posée le 18 décembre 2007. Etablissements de santé. Hôpitaux (J.O. Questions p. 7895). Appelée le 18 décembre 2007. Centre hospitalier de Valréas (p. 5352)

n^o 173, posée le 25 mars 2008. Enseignement agricole. Lycées agricoles (J.O. Questions p. 2480). Appelée le 25 mars 2008. Fonctionnement, lycée agricole d'Orange (p. 889)

DÉBATS

Projet de loi n^o 15 autorisant la ratification du traité entre le Royaume de Belgique, la République Fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas et la République d'Autriche, relatif à l'approfondissement de la coopération transfrontalière, notamment en vue de lutter contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière et la migration illégale

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2409)

Son intervention (p. 2414)

Thèmes :

Démographie : migrations (p. 2414 et s.)

Droits de l'homme et libertés publiques : données à caractère personnel (p. 2414)

Pays étrangers : Allemagne (p. 2414 et s.)

Pays étrangers : Autriche (p. 2414)

Pays étrangers : Belgique (p. 2414)

Pays étrangers : Espagne (p. 2414 et s.)

Pays étrangers : Luxembourg (p. 2414)

Pays étrangers : Pays-Bas (p. 2414)

Police : coopération européenne (p. 2414)

Police : échange international de données (p. 2414)

Traités et conventions : ratification (p. 2414)

Traités et conventions : traité de Prüm (p. 2414 et s.)

Union européenne : accords de Schengen (p. 2415)

Union européenne : lutte contre le terrorisme (p. 2414)

Projet de loi n° 20 autorisant l'approbation du protocole additionnel à la convention pénale sur la corruption

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [26 juillet 2007] (p. 2417)

Son intervention (p. 2419)

Thèmes :

Droit pénal : corruption (p. 2419 et s.)

Organisations internationales : Conseil de l'Europe (p. 2419 et s.)

Traités et conventions : ratification (p. 2420)

Projet de loi n° 57 relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2124, 2169)

Son intervention (p. 2133)

Intervient sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 2151)

Thèmes :

Etrangers : Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM) (p. 2134)

Etrangers : demandeurs d'asile (p. 2135, 2151)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 2133, 2135)

Etrangers : demandeurs d'asile : référé (p. 2135)

Etrangers : intégration (p. 2133)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) (p. 2135)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 2134)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 2135, 2151)

Langue française : usage : immigration (p. 2134)

Discussion des articles [18 septembre 2007] (p. 2186) ; [19 septembre 2007] (p. 2204, 2236, 2277)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 2188 à 2325)

Article 1er (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République dans le cadre du regroupement familial)

Ses interventions (p. 2193, 2206, 2218 et s.)

Article 4 (évaluation préalable de la connaissance de la langue française et des valeurs de la République par les conjoints de Français)

Ses interventions (p. 2227, 2237 et s.)

Ses amendements n^{os} 205 et 206 : adoptés (p. 2247)

Après l'article 4

Intervient sur l'adt n° 35 de la commission (évaluation du besoin de formation linguistique dans le cadre du contrat d'accueil et d'intégration) (p. 2248)

Article 2 précédemment réservé (modulation de la condition de ressources pour bénéficiaire du regroupement familial en fonction de la taille de la famille)

Ses interventions (p. 2253 et s.)

Après l'article 2

Intervient sur l'adt n° 25 précédemment réservé de la commission (modulation des conditions de ressources en fonction de la taille de la famille pour permettre aux titulaires de la carte de résident longue durée-CE de bénéficier du regroupement familial) (p. 2257)

Article 3 précédemment réservé (création d'un contrat d'accueil et d'intégration pour la famille)

Ses interventions (p. 2261 et s.)

Son amendement n° 210 (p. 2263)

Après l'article 3

Intervient sur l'adt n° 29 précédemment réservé de la commission (prise en compte du respect du contrat d'accueil et d'intégration pour le renouvellement du titre de séjour) (p. 2265)

Après l'article 5

Intervient sur l'adt n° 36 de la commission (recours au test ADN pour prouver une filiation en cas de carence de l'état civil dans le cadre de la procédure de regroupement familial) (p. 2277)

Avant l'article 6

Intervient sur l'adt n° 37 de la commission (information des demandeurs d'asile à la frontière sur la possibilité d'introduire un recours suspensif contre un refus d'entrée au titre de l'asile) (p. 2299)

Article 6 (recours suspensif des demandeurs d'asile à l'encontre des refus d'entrée sur le territoire national)

Son intervention (p. 2300)

Après l'article 6

Intervient sur l'adt n° 39 de la commission (simplification de la procédure du maintien en zone d'attente pendant la phase administrative) (p. 2304)

Article 7 (prorogation d'office du maintien en zone d'attente du demandeur d'asile en cas de recours)

Ses interventions (p. 2304 et s.)

Son amendement n° 68 : adopté après modification (p. 2305)

Article 8 (coordination)

Son intervention (p. 2306)

Article 9 (tutelle du ministère chargé de l'immigration sur l'OFPRA)

Son intervention (p. 2308)

Après l'article 9

Intervient sur l'adt n° 45 rectifié de la commission (attribution à la commission des recours des réfugiés de la dénomination « Cour nationale du droit d'asile ») (p. 2309)

Son amendement n° 69 (délai de recours devant la commission des recours des réfugiés réduit de un mois à quinze jours) (p. 2309) : adopté (p. 2311)

Article 12 (carte de séjour temporaire "salarié en mission")

Son intervention (p. 2314)

Après l'article 12

Intervient sur l'adt n° 48 rectifié de la commission (appel contre la libération d'un étranger maintenu en rétention ou en zone d'attente) (p. 2314)

Intervient sur l'adt n° 49 de la commission (absence de motivation de l'obligation de quitter le territoire français) (p. 2315)

Son amendement n° 208 (arrêté de reconduite à la frontière à l'encontre d'un étranger n'ayant pas exécuté une obligation de quitter le territoire français prise depuis au moins un an) : adopté (p. 2315)

Intervient sur l'adt n° 50 rectifié de la commission (autorisation d'embaucher un travailleur saisonnier étranger sans attendre la réponse à la déclaration préalable à l'embauche) (p. 2316)

Article 13 (extension du recours à la visioconférence pour les audiences de prolongation de rétention par le juge des libertés et de la détention)

Son intervention (p. 2317)

Après l'article 14

Son sous-amendement n° 273 (rédactionnel) à l'adt n° 122 de Mme Jeanny Marc (observatoire de l'immigration dans les départements d'outre-mer) : adopté (p. 2318)

Son sous-amendement n° 275 (de précision) à l'adt n° 123 de Mme Jeanny Marc (composition des observatoires de l'immigration dans les départements d'outre-mer) : adopté (p. 2318)

Article 15 (caractère non suspensif des recours dirigés contre les obligations de quitter le territoire français (OQTF) en Guyane et en Guadeloupe)

Son intervention (p. 2321)

Article 18 (ratification d'une ordonnance)

Son intervention (p. 2322)

Après l'article 18

Intervient sur l'adt n° 54 de la commission (relevé des empreintes digitales et de la photo des étrangers ayant bénéficié de l'aide au retour) (p. 2322)

Son amendement n° 209 (subordination à une condition de régularité du séjour du droit d'un étranger à l'hébergement d'urgence) : adopté (p. 2325)

EXAMEN DU TEXTE DE LA COMMISSION MIXTE PARITAIRE

Avant la mise aux voix du texte de la commission mixte paritaire [23 octobre 2007] (p. 3031)

Son intervention (p. 3031)

Thèmes :

Etat civil : mariage avec un étranger : titres de séjour (p. 3031)

Etrangers : demandeurs d'asile : recours (p. 3032)

Etrangers : immigration clandestine : outre-mer (p. 3032)

Etrangers : Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) : tutelle (p. 3032)

Etrangers : regroupement familial : conditions de ressources (p. 3031)

Etrangers : regroupement familial : contrats d'intégration (p. 3031)

Etrangers : regroupement familial : tests génétiques (p. 3031)

Politique extérieure : codéveloppement : livret d'épargne (p. 3032)

Politique sociale : Français issus de l'immigration : statistiques (p. 3032)

Politique sociale : hébergement d'urgence : immigration clandestine (p. 3032)

Projet de loi de finances n° 189 pour 2008

PREMIÈRE LECTURE

DEUXIÈME PARTIE : MOYENS DES POLITIQUES PUBLIQUES ET DISPOSITIONS SPÉCIALES

AGRICULTURE, PÊCHE, FORÊT ET AFFAIRES RURALES

Examen du fascicule [13 novembre 2007] (p. 4021, 4053)*Procédure des questions :*

Agriculture : tomates (p. 4056)

Travail : entreprises de travail temporaire : viticulture (p. 4064)

<p align="center">ECOLOGIE, DÉVELOPPEMENT ET AMÉNAGEMENT DURABLES</p>

Examen du fascicule [9 novembre 2007] (p. 3949, 3969)*Procédure des questions :*

Voirie : autoroutes : Drôme (p. 3998)

Voirie : routes nationales : Drôme (p. 4000)

<p align="center">IMMIGRATION, ASILE ET INTÉGRATION</p>

Examen des fascicules [31 octobre 2007] (p. 3599)*Procédure des questions :*

Politique extérieure : codéveloppement : immigration (p. 3610)

<p align="center">JUSTICE</p>

Examen des fascicules [15 novembre 2007] (p. 4167, 4199)

Son intervention (p. 4188)

Procédure des questions :

Justice : carte judiciaire : tribunaux (p. 4188)

<p align="center">SÉCURITÉ CIVILE</p>

Examen des fascicules [30 octobre 2007] (p. 3581)

Rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

Son intervention (p. 3583)

Thèmes avant la procédure des questions :

Enseignement : sécurité civile (p. 3583)

Environnement : changements climatiques : sécurité civile (p. 3583)

Sécurité publique : sapeurs-pompiers professionnels : reclassement professionnel (p. 3583)

Sécurité publique : secours : zones rurales (p. 3583)

Sécurité publique : sécurité civile : avions (p. 3583)

Union européenne : sécurité civile (p. 3583)

<p align="center">TRAVAIL ET EMPLOI</p>

Examen des fascicules [7 novembre 2007] (p. 3785, 3816)

Son intervention (p. 3801)

Thèmes avant la procédure des questions :

Hôtellerie et restauration : création d'emplois (p. 3801)

TVA : taux réduit : restauration (p. 3801)

Vote des crédits et articles rattachés [7 novembre 2007] (p. 3822)*Crédits de la mission "Travail et emploi" inscrits à l'état B*

Son intervention (p. 3825)

Article 56 (prorogation des aides à l'emploi en faveur des employeurs du secteur des hôtels, cafés et restaurants)

Son intervention (p. 3836)

<p align="center">Projet de loi n° 442 relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental</p>

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [8 janvier 2008] (p. 46)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 65)

Thèmes :

Droit pénal : délinquants sexuels : rétention de sûreté (p. 65)

Droit pénal : irresponsabilité pénale pour trouble mental (p. 65)

Justice : victimes (p. 65)

<p align="center">Projet de loi n° 522 autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname relatif à la coopération transfrontalière en matière policière</p>
--

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [17 janvier 2008] (p. 335)

Son intervention (p. 336)

Projet de loi n° 578 relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [22 janvier 2008] (p. 447) ; [23 janvier 2008] (p. 478, 507)

Article 3 (conséquences de la création de la nouvelle institution nationale sur l'organisation du régime de l'assurance chômage)

Son intervention (p. 510)

Son amendement n° 215 (p. 513)

Projet de loi n° 169 relatif à la nationalité des équipages de navires

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [30 janvier 2008] (p. 630)

Ses explications de vote sur l'exception d'irrecevabilité soulevée par M. Jean-Claude Sandrier (p. 636)

Ses explications de vote sur la question préalable opposée par M. Jean-Marc Ayrault (p. 642)

Son intervention (p. 643)

Thèmes :

Etat : souveraineté (p. 642 et s.)

Langue française : usage (p. 642)

Politiques communautaires : transports maritimes (p. 636)

Politiques communautaires : libre circulation des personnes (p. 642 et s.)

Transports par eau : écoles de la marine marchande (p. 642)

Transports par eau : registre international français (RIF) (p. 644)

Transports par eau : sécurité de la navigation (p. 642)

Union européenne : Cour de justice : jurisprudence (p. 636, 642)

Explications de vote et vote [30 janvier 2008]

Vote pour du groupe de l'Union pour un Mouvement Populaire (p. 645)

Proposition de loi n° 571 facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général

Rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 687)

Son intervention (p. 687)

Thèmes :

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : parité (p. 687)

Collectivités territoriales : exécutifs locaux : régions (p. 687)

Elections et référendums : suppléants (p. 687)

Elections et référendums : cumul des mandats : suppléants (p. 688)

Elections et référendums : élections cantonales : parité (p. 687)

Discussion de l'article unique [5 février 2008] (p. 695)

Ses interventions dans la discussion des articles, amendements et sous-amendements (p. 695)

Projet de loi n° 743 portant modernisation du marché du travail

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [15 avril 2008] (p. 1608) ; [16 avril 2008] (p. 1643, 1673)

Article 2 (création d'une période d'essai interprofessionnelle)

Son amendement n° 80 (p. 1644)

Projet de loi constitutionnelle n° 820 de modernisation des institutions de la V^e République

PREMIÈRE LECTURE

Avant la discussion des articles [20 mai 2008] (p. 2217) ; [21 mai 2008] (p. 2250, 2285)

Son intervention (p. 2301)

Thèmes :

Français de l'étranger : élection présidentielle (p. 2301)

Français de l'étranger : élections législatives (p. 2302)

Projet de loi n° 842 de modernisation de l'économie

PREMIÈRE LECTURE

Discussion des articles [4 juin 2008] (p. 2905, 2937) ; [5 juin 2008] (p. 2969, 3003, 3047) ; [9 juin 2008]

(p. 3077, 3111) ; [10 juin 2008] (p. 3191, 3225) ; [11 juin 2008] (p. 3273, 3311) ; [12 juin 2008] (p. 3370, 3379, 3418)

Article 6 (réduction des délais de paiement)

Son intervention (p. 2985)

Ses sous-amendements n^{os} 891, 889, 892 et 890 à l'ad
n^o 159 de la commission (p. 2985)